

M. Lawrence: Voici la question que j'adresse au premier ministre: lequel des deux ministres dit la vérité?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'ai pas lu ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit en fin de semaine et je n'étais pas à la Chambre quand le vice-premier ministre a répondu aux questions précédentes.

Si je ne m'abuse, le ministre a dit à certains de ses collègues la semaine dernière qu'il avait l'intention de proposer un règlement provisoire semblable à celui qui figurait dans le précédent budget conservateur et qui s'appliquerait jusqu'au mois d'octobre prochain.

M. Clark: Ce n'est pas ce qu'a déclaré Marc Lalonde.

M. Trudeau: Le chef de l'opposition me dit que ce n'est pas ce qu'on a dit . . .

M. Clark: Voulez-vous le compte rendu?

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Vous n'aimez pas la vérité.

M. Nielsen: Essayez donc de vous en tirer cette fois-ci.

M. Trudeau: Madame le Président, je peux assurer à la Chambre que le parti de ce côté-ci n'a pas du tout l'intention de briser la tradition qui consiste à séparer la Chambre en deux.

M. Andre: Il s'agit d'un morceau de papier, pas d'une épée.

M. Trudeau: Nous avons des pages à la Chambre qui se feraient un plaisir de m'apporter ce bout de papier.

M. Nielsen: De ce côté-ci, nous ne vous tendons pas la perche non plus.

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je souhaite que la période des questions se déroule de la façon habituelle.

M. Trudeau: Le député comprendra certainement qu'il m'est difficile de répondre à la dernière question étant donné que je n'ai pas entendu les réponses qui ont été faites pendant la première demi-heure de la période des questions. Par conséquent, je ne peux voir la contradiction que le député dit avoir décelée. Je présume que tout cela est discutable et que les discussions constituent la bonne façon de trancher toutes les questions, mais il n'en va pas ainsi pendant la période des questions.

M. Lawrence: Madame le Président, je ferai remarquer au premier ministre que la prétendue tradition dont il a parlé consiste plus à brandir une épée qu'à traverser l'allée centrale. Quoi qu'il en soit, ce que j'essayais de faire avant que vous ne m'interrompiez, madame le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

● (1440)

Mme le Président: A l'ordre. Si les interruptions ne cessent pas, le député va se croire encouragé à prolonger sa question, et j'aimerais qu'il soit bref.

M. Lawrence: Madame le Président, ma question supplémentaire concerne l'expression «propositions identiques» du texte transcrit de l'émission télévisée de la fin de semaine, que

Questions orales

le premier ministre a eu maintenant la possibilité de lire. Cela est manifestement inexact, et j'aimerais demander au premier ministre s'il estime aussi que cela est manifestement inexact et s'il blâme son ministre d'avoir dit sur les écrans de télévision une chose qu'il n'aurait pas dû?

M. Trudeau: Madame le Président, loin de blâmer le ministre dans ma réponse précédente, j'ai utilisé les mêmes termes que je vois maintenant dans la transcription TV. Le ministre a parlé d'un accord provisoire qui aurait le même effet au niveau des prix d'ici au mois d'octobre.

M. Lawrence: Conditions identiques; il n'est pas question de prix.

M. Trudeau: Bon. L'essentiel c'est qu'il ne s'agit pas de l'accord énergétique global que nous continuerons à négocier. C'est un accord provisoire, pour d'ici au mois d'octobre, que le ministre a proposé.

M. Crosbie: Où est-il? Faites-le venir.

M. Trudeau: Madame le Président, il ne semble pas y avoir unanimité de l'autre côté.

Une voix: Où est-il aujourd'hui?

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LE FINANCEMENT DE LA MINE DE CHARBON DE DONKIN

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, dans mon groupe nous n'allons pas essayer de figurer dans le numéro de Pierre, Joe et Allan. Ce que nous trouvons drôle, c'est que leur politique est identique. J'ai une question à poser au premier ministre, madame le Président. Il n'ignore peut-être pas que cette semaine, à Halifax, le premier ministre de l'Alberta . . .

Des voix: Question!

M. Waddell: J'y arrive dans un instant. A Halifax, au cours de la fin de semaine, le premier ministre Loughheed annonçait que l'Heritage Fund d'Alberta est disposé à financer la mine de charbon de Donkin, au Cap-Breton, d'un montant dix fois supérieur à celui offert jusqu'ici par le gouvernement fédéral, qui se situe autour de 300 millions de dollars.

Ma question est sérieuse. Le premier ministre voudrait-il nous dire quelles seront les conséquences à long terme, pour la Confédération et pour l'égalité régionale, si le gouvernement fédéral continue à se dérober à ses responsabilités en matière de développement régional, en laissant prendre par l'Heritage Fund albertain le véritable pouvoir décisionnel sur le choix des projets canadiens qui vont ou ne vont pas être financés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le gouvernement pourrait s'offusquer du mot «se dérober» qu'a utilisé le député dans sa question. Nous avons présenté différentes propositions au gouvernement de la Nouvelle-Écosse ces derniers mois et nous ne nous dérobons à aucune d'entre elles. Nous lui avons offert de participer de certaines façons au développement de l'infrastructure et à la mise en valeur des ressources de la Nouvelle-Écosse, et ces offres tiennent toujours.